



# Assemblée générale

Distr. limitée  
26 septembre 2011  
Français  
Original: anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

### Dix-huitième session

Point 3 de l'ordre du jour

### Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

Albanie\*, Allemagne\*, Argentine\*, Australie\*, Autriche, Belgique, Bolivie (État plurinational de)\*, Bosnie-Herzégovine\*, Bulgarie\*, Canada\*, Chili, Costa Rica, Côte d'Ivoire\*, Croatie\*, Danemark\*, Djibouti, Équateur, Espagne, Finlande\*, France\*, Géorgie\*, Grèce\*, Guatemala, Honduras\*, Hongrie, Islande\*, Irlande\*, Italie, Lettonie\*, Liechtenstein\*, Lituanie\*, Maldives, Maroc\*, Mauritanie, Mexique, Nigéria, Norvège, Palestine\*, Paraguay\*, Pérou, Pologne, Portugal\*, République démocratique du Congo\*, République de Moldova, République tchèque, Sénégal, Serbie\*, Slovénie\*, Suède\*, Suisse, Thaïlande, Tunisie\*, Ukraine\*, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord\*, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du)\*: projet de résolution

18/...

### Rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition

*Le Conseil des droits de l'homme,*

*Guidé* par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les Conventions de Genève du 12 août 1949 et les Protocoles additionnels s'y rapportant du 8 juin 1977, les autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et au droit international humanitaire, ainsi que par la Déclaration et le Programme d'action de Vienne,

*Rappelant* l'Ensemble de principes pour la protection et la promotion des droits de l'homme par la lutte contre l'impunité<sup>1</sup> et la version actualisée de ces principes<sup>2</sup>,

*Rappelant également* la résolution 60/147 de l'Assemblée générale du 16 décembre 2005 sur les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à

---

\* État non membre du Conseil des droits de l'homme.

<sup>1</sup> E/CN.4/Sub.2/1997/20/Rev.1, annexe II.

<sup>2</sup> E/CN.4/2005/102/Add.1.

réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire,

*Rappelant en outre* les résolutions de la Commission des droits de l'homme sur les droits de l'homme et la justice de transition (2005/70 du 20 avril 2005), l'impunité (2005/81 du 21 avril 2005) et le droit à la vérité (2005/66 du 20 avril 2005), ainsi que les résolutions du Conseil des droits de l'homme sur les droits de l'homme et la justice de transition (12/11 du 1<sup>er</sup> octobre 2009), le droit à la vérité (9/11 du 18 septembre 2008 et 12/12 du 1<sup>er</sup> octobre 2009) et la génétique médico-légale et les droits de l'homme (10/26 du 27 mars 2009 et 15/5 du 29 septembre 2010) ainsi que les décisions du Conseil sur le droit à la vérité (2/105 du 27 novembre 2006) et la justice de transition (4/102 du 23 mars 2007),

*Rappelant* la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/177 du 20 décembre 2006, qui, au paragraphe 2 de l'article 24, dispose que toute victime a le droit de savoir la vérité sur les circonstances de la disparition forcée, le déroulement et les résultats de l'enquête et le sort de la personne disparue, et que l'État partie est tenu de prendre les mesures appropriées à cet égard, et où le préambule réaffirme le droit à la liberté de recueillir, de recevoir et de diffuser des informations à cette fin,

*Rappelant également* le rapport du Secrétaire général sur le rétablissement de l'état de droit et l'administration de la justice pendant la période de transition dans les sociétés en proie à un conflit ou sortant d'un conflit<sup>3</sup>, y compris les recommandations pertinentes y figurant, et le rapport du Secrétaire général intitulé «Unissons nos forces: renforcement de l'action de l'ONU en faveur de l'état de droit»<sup>4</sup>,

*Notant avec satisfaction* que l'Organisation des Nations Unies, notamment le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, s'emploie activement à aider les États à remédier aux violations flagrantes des droits de l'homme et aux violations graves du droit international humanitaire, en coopération avec les États et à leur demande,

*Rappelant* ses résolutions 5/1, sur le renforcement institutionnel du Conseil des droits de l'homme, et 5/2, sur le Code de conduite des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, du 18 juin 2007, et soulignant que le/la titulaire d'un mandat doit s'acquitter de ses obligations en se conformant à ces résolutions et à leurs annexes,

*Rappelant également* la résolution 60/251 de l'Assemblée générale du 15 mars 2006,

Reconnaissant que la procédure spéciale pour la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition répondra à des situations dans lesquelles ont été commises des violations flagrantes des droits de l'homme et des violations graves du droit international humanitaire,

*Soulignant* le fait qu'en élaborant et en appliquant des stratégies, des politiques et des mesures pour remédier aux violations flagrantes des droits de l'homme et aux violations graves du droit international humanitaire, il convient de tenir compte du contexte particulier de chaque situation en vue de prévenir la répétition des crises et de futures violations des droits de l'homme, d'assurer la cohésion sociale, l'édification de la nation, la prise en mains du processus et l'ouverture à tous aux niveaux national et local, et de promouvoir la réconciliation,

*Insistant* sur l'importance d'une approche globale, intégrant toute la gamme des mesures judiciaires et non judiciaires, à savoir, entre autres, des poursuites individuelles,

---

<sup>3</sup> S/2004/616.

<sup>4</sup> A/61/636-S/2006/980.

des réparations, la recherche de la vérité, une réforme institutionnelle, le contrôle des agents et des fonctionnaires publics, ou une combinaison judicieuse de ces mesures, en vue, notamment, d'assurer le respect de l'obligation de rendre compte, de servir la justice, d'offrir des recours aux victimes, de promouvoir l'apaisement et la réconciliation, de mettre en place un contrôle indépendant du système de sécurité et de restaurer la confiance dans les institutions de l'État, et de promouvoir l'état de droit conformément au droit international relatif aux droits de l'homme,

1. *Décide* de nommer pour trois ans un rapporteur spécial sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, chargé de:

a) Contribuer à fournir, sur demande, une assistance technique ou des services consultatifs dans les domaines relevant de son mandat;

b) Recueillir les informations voulues sur les situations nationales, notamment sur le cadre normatif, sur les pratiques et expériences nationales, comme les commissions de vérité et de réconciliation et autres mécanismes, en rapport avec la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition pour remédier aux violations flagrantes des droits de l'homme et aux violations graves du droit international humanitaire, et étudier les tendances, les évolutions et les problèmes qui se posent et faire des recommandations à cet égard;

c) Recenser, échanger et promouvoir des bonnes pratiques et des enseignements et identifier d'éventuels éléments supplémentaires afin de recommander des moyens d'améliorer et de renforcer la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition;

d) Établir un dialogue suivi avec, notamment, les gouvernements, les organisations internationales et régionales, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales, ainsi que les organes et mécanismes compétents des Nations Unies, et coopérer avec eux;

e) Faire des recommandations concernant, entre autres choses, les mesures judiciaires et non judiciaires, au moment d'élaborer et d'appliquer des stratégies, des politiques et des mesures pour remédier aux violations flagrantes des droits de l'homme et aux violations graves du droit international humanitaire;

f) Entreprendre une étude sur les moyens de donner suite aux questions relevant de son mandat, en coopérant notamment avec les États et les organes et mécanismes compétents des Nations Unies, les organisations internationales et régionales, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales, et en tenant compte de leurs vues;

g) Se rendre dans les pays et répondre promptement aux invitations des États;

h) Participer aux conférences et manifestations internationales pertinentes et contribuer à leurs travaux afin de promouvoir une approche systématique et cohérente des questions relevant de son mandat;

i) Mieux faire comprendre l'intérêt d'une approche systématique et cohérente s'agissant de remédier aux violations flagrantes des droits de l'homme et aux violations graves du droit international humanitaire et de faire des recommandations à cet égard;

j) Intégrer une perspective sexospécifique dans l'ensemble des travaux menés au titre de son mandat;

k) Adopter une approche axée sur la victime dans l'ensemble des travaux menés au titre de son mandat;

l) Travailler en étroite coordination avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales, d'autres procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme et d'autres acteurs concernés en évitant les chevauchements d'activités inutiles;

2. *Engage* tous les gouvernements à coopérer avec le Rapporteur spécial et à l'aider à s'acquitter de son mandat, à lui fournir toutes les informations demandées et à envisager sérieusement de répondre positivement à ses demandes de visite, pour lui permettre de s'acquitter efficacement de ses fonctions;

3. *Prie* le Secrétaire général et le Haut-Commissaire de mettre à la disposition du Rapporteur spécial toutes les ressources humaines, techniques et financières nécessaires pour lui permettre de s'acquitter efficacement de son mandat;

4. *Prie* le Rapporteur spécial de rendre compte chaque année de ses activités au Conseil des droits de l'homme et à l'Assemblée générale.

---